

PRÉFECTURE DES YVELINES
ARRETE DE MISE EN DEMEURE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES ELECTIONS
Bureau de l'environnement et des enquêtes publiques

LA PREFETE DES YVELINES,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 07-099/DDD du 30 juillet 2007 autorisant la société Dereco DIB, dont le siège social est situé 72 rue des Voyers à Porcheville (78400) à exploiter des installations classées, Zone d'Activité de Limay-Porcheville, au 12 rue Charles Tellier, à Limay (78520). Les installations sont soumises à la législation des installations classées sous les rubriques suivantes :

Activités soumises à autorisation :

Installation et activités concernées	Eléments caractéristiques	N° de la nomenclature
Stockages et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc... la surface utilisée étant supérieure à 50 m ²	Superficie des stockages extérieurs : 700 m ² (environ 1 500 t/an)	286
Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des) – stations de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710	Station de transit et de tri de déchets de déchets banals en mélange (papiers, cartons, plastiques, bois, etc...) et de déchets d'équipements électriques et électroniques provenant d'installations classées ou des particuliers.	322-A
Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) : stations de transit ;	Superficie de l'installation : 130 m ² Tonnage annuel maximal : 2 000 tonnes/an	167-A

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 avril 2010 suite à la visite effectuée le 30 mars 2010 sur le site exploité par la société Dereco DIB à Limay, 12 rue Charles Tellier ;

Considérant que l'inspection a fait suite à un incident survenu au gymnase du lycée Condorcet de Limay, signalé par le correspondant départemental risques majeurs de l'inspection académique ;

Considérant qu'il a été constaté par le correspondant départemental risques majeurs de l'inspection académique et les pompiers, des fumées en provenance de l'établissement Dereco, dont l'exploitant a reconnu avoir brûlé du bois ;

Considérant que suite à des fumées de brûlage de matériaux inconnus, le gymnase du lycée a dû être évacué aux alentours de 13 h 00 le 29 mars 2010 ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté un feu sur le site voisin dans lequel étaient brûlés des déchets divers ;

Considérant que compte tenu des constatations effectuées et des déclarations recueillies, il n'est pas possible pour l'inspection des installations classées de conclure sur l'origine des fumées ayant entraîné l'intoxication de trois élèves et un enseignant dans le gymnase du lycée Condorcet à Limay ;

Considérant toutefois que l'article 3.V.7.1.3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 autorisant la société Dereco DIB à exploiter, précise que « *les feux nus sont interdits dans l'enceinte de l'établissement* » ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.514-1-I du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture :

A R R E T E

Article 1^{er} : La société Dereco DIB, dont le siège social est situé à Porcheville (78400) 72 rue des Voyers, est **mise en demeure**, dans le délai de vingt quatre heures, à compter de la notification du présent arrêté, de satisfaire aux dispositions de l'article 3.V.7.1.3. de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 concernant l'interdiction de faire un feu dans l'enceinte de l'établissement situé dans la Zone d'Activité de Limay-Porcheville, au 12 rue Charles Tellier, à Limay (78520).

Article 2 : Si l'exploitant n'obtempère pas à l'injonction signifiée dans le délai imparti, il pourra être pris à son encontre les sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 3 : Délai et voie de recours (article L.514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Limay, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile de France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le

30 AVR. 2010

La Préfète,

Pour le Préfet et par délégation,

La Sous-Préfète chargée de mission pour la Politique de la Ville


Catherine MENUIN